



Rapport de la mission de monitoring de protection dans le département de Tillia, région de Tahoua, Niger

28 mars- 2 avril 2018

I- Contexte et objectif de la mission

La commune rurale de Tillia occupe la partie septentrionale de la région de Tahoua. Située en pleine zone sahélo-saharienne, comptant 278 villages, hameaux et campements dont quatre villages administratifs qui sont Tillia, Télémcès, Gawaye et Gambane, avec une population de 38 994 habitants dont 20 064 hommes contre 18 930 femmes (RGP/H recensement générale de population et de l'habitat 2012). Depuis 2012, le département de Tillia fait face à l'insécurité qui devient de plus en plus grandissante dans la bande nord malienne, frontalière avec le Niger. Ceci est dû à la présence de plusieurs fractions des groupes armés non étatiques (*Groupe d'auto défense Ighad et Allié (GATIA); MNLA (mouvement national pour la libération de l'Azawad), Peulhs armés du groupe Almourabitoune ; MUJAO et autres*) qui contrôlent la zone et commettent des menaces et exactions sur la population civile.

Les départements de Tillia et Tassara dans la région de Tahoua sont les plus affectés par ce climat d'insécurité dans les localités maliennes avec des impacts sur le territoire nigérien ce qui a conduit le gouvernement du Niger à reconduire les mesures d'état d'urgence dans ces deux localités en 2018 (y inclut le couvre-feu, fermeture des marchés d'Intikane et d'Agando).

Le département de Tillia fait frontière avec le Mali au nord-ouest (350 km de frontière); avec le département d'Abala et Flingué à l'ouest ; au nord-est avec la région d'Agadez et l'Algérie. La position géographique, avec une frontière très poreuse qui favorise les échanges socio-économiques entre le Mali et l'Algérie, des liens familiaux entre les différentes communautés des pays voisins, ainsi que des mouvements constants de population.

En effet, depuis 2012 la région de Tahoua continue d'enregistrer des vagues progressives de mouvement de réfugiés maliens vers le Niger. A la date du 28 février 2018, la population réfugiée sur la ZAR d'Intikane est de 3297 ménages de 18221 individus (chiffres CNE février 2018) et sont installés dans la zone d'accueil des réfugiés (ZAR) à Intikane. Des flux migratoires sont enregistrés vers l'Algérie et la Lybie en provenance d'autres départements tels que d'Abala, Bagarwa et des mouvements internes de cultivateurs saisonniers et de nomades transhumants.

Par ailleurs, la commune de Tillia subit les effets conjugués de la désertification, de l'érosion hydrique et éolienne d'une part, et d'autre part de la forte pression animale et la baisse progressive de la pluviométrie occasionnant une importante dégradation des ressources naturelles.

Au cours des derniers mois, plusieurs cas d'incursions et exactions des groupes armés non identifiés ont été rapportés dans la bande frontalière avec le Mali et sur les axes commerciaux ainsi que des saisies d'armes à feu et des produits liés au trafic sur des voyageurs en provenance de l'Algérie et la Libye.

C'est en vue d'avoir un aperçu de la situation de protection des populations de ce département, qu'une mission conjointe de monitoring de protection a séjourné dans cette localité du 27 mars au 1 avril 2018. L'objectif de cette mission était d'identifier les problèmes et risques de protection dans ce département et mieux appréhender les différents mouvements de populations dans cette zone.

II- Méthodologie

La méthodologie utilisée était des entretiens avec les informateurs clés et les discussions de groupe avec les leaders communautaires, les groupes d'hommes, femmes et jeunes sur les thématiques de protection, qui sont: sécurité et bien-être, mouvement de la population, accès aux services sociaux de base, la violence basée sur le genre, la protection de l'enfance, et la cohésion sociale.

III- Déroulement de la mission

La mission s'est déroulée du 27 mars au 01 avril 2018. L'équipe de la mission était est composée de trois personnes des structures suivantes (UNHCR, ACF, ADKOUL). A l'arrivée à Tillia elle a eu une séance de travail avec les autorités administratives et sécuritaires du département pour présenter les objectifs, les résultats attendus et solliciter leur appui pour le bon déroulement de la mission. Une séance de travail a été faite au sein de la mairie de Tillia avec les autorités administratives, les directeurs départementaux et les leaders communautaires. Ensuite, s'en est suivi des visites sur le terrain, les discussions de groupes, des entretiens individuels avec les populations et les informateurs clés.

La mission ne s'est pas rendue à Tassara, mais des entretiens ont été réalisés avec les personnes ressources qui font régulièrement l'axe Tillia –Tassara en présence des autorités communales de Tillia pour avoir un aperçu des conditions de vie des populations dans la bande nord de Tassara.

IV- Résultats obtenus

A- Sécurité et bien être

Il est ressorti lors des entretiens avec les différents groupes que la situation sécuritaire demeure très critique et préoccupante, sur les 132 personnes interviewées 84% estiment ne pas se sentir en sécurité et les raisons évoquées sont les suivantes : le département de Tillia possède 350 km de frontière avec le Mali avec une seule position fixe des militaires à Agando, malgré les patrouilles mixtes à Tillia, Telemces, Intikane Tagaramgaram, Assageygey, Akayas qui ne permettent pas la couverture totale de la zone, l'existence de plusieurs pistes non officielles et non contrôlés qui conduisent au Mali ; l'absence de l'Etat et d'interlocuteur gouvernemental du côté du Mali, la prolifération des armes dans la zone, la non dénonciation des suspects par crainte de représailles et selon les groupes de jeunes, c'est la loi du silence.

Pour certains groupes (des hommes et leaders), le sentiment d'insécurité viendrait aussi du fait de la suspicion d'infiltration des éléments des groupes armés parmi les réfugiés et dans la communauté suite

aux mouvements fréquents des populations entre le Mali et le Niger ; les mouvements pendulaires ne sont pas maîtrisés. L'activisme des bandits armés sur les axes commerciaux vers les marchés hebdomadaires ; les conflits résiduels intercommunautaires, une forte hiérarchisation des certaines communautés, la marginalisation de certaines minorités ethniques ; les conflits autour des ressources naturelles des aires de pâturages, marres et puits d'eau; ainsi que la suspicion relative de certaines ethnies d'appartenance aux groupes armés maliennes.

Les personnes interviewées font ressortir l'interrelation entre les trafiquants, les bandits armés et les groupes armés du nord Mali. Cette collaboration est basée sur les intérêts : les bandits armés servent de renseignement, de recrutement, de ravitaillement des groupes armés du Mali ; les groupes armés sécurisent le passage pour les trafiquants en contre partie des dons (armes, drogues, carburant et autres)

Lors des discussions avec les hommes, ils estiment qu'il n'est pas exclu que des possibles migrations ou replis des éléments armés du Mali soient observés dans la commune de Sanam et de Tillia (l'axe Didiga – Ezza- Assagayagay- Telemces) suite aux affrontements entre les groupes armés ou aux opérations militaires, ceci pourrait entraîner des éventuels mouvements de population et augmenter les incidents de protection déjà très fréquents sur cet axe.

Certaines personnes estiment se sentir plus en sécurité dans les villes de Tillia et Telemces du moment où ils ne sortent pas des zones contrôlées par les FDS (16% des personnes interviewées).

Tous les facteurs cités ci- haut créent la peur et la méfiance au sein de la communauté, entravent la cohabitation pacifique entre les différentes communautés (refugiés et hôtes, hôtes –elles- même, réfugiés elles même) et le bien-être des populations.

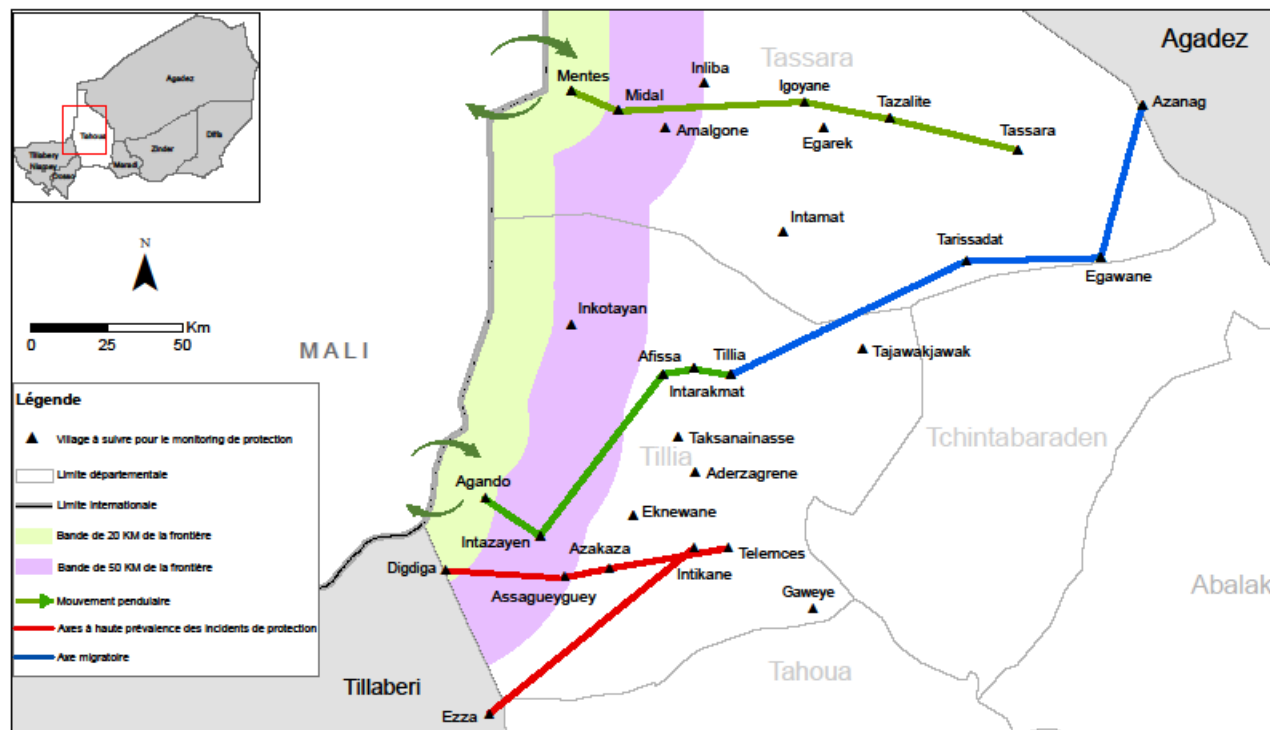
Au-delà de tous ces aspects, les populations interviewées ont mentionné leur inquiétude quant aux opérations militaires dans la zone, et les possibles dommages que cela pourrait causer aux populations civiles et à leurs bétails, car les missions de reconnaissance aériennes sont de plus en plus fréquentes dans la zone.

B - Mouvements de population

Plusieurs types de mouvements de population ont été rapportés par les différents groupes : les mouvements pendulaires des populations entre le Mali et le Niger (réfugiés et retournés) ; les mouvements internes saisonniers des minorités ethniques Touareg de race noire ; les mouvements migratoires (Algérie, Lybie), et des possibles mouvements de déplacement interne suite à l'insécurité, et aux opérations militaires en cours.

42% de personnes interviewées estiment que leurs mouvements sont limités. Ceci dû aux mesures liées à l'état d'urgence, à la présence de plusieurs groupes armés non étatiques à la frontière malienne, à la présence des bandits armés sur les axes commerciaux, à la fermeture des marchés, au manque de document d'identité (voir carte ci -dessous sur le mouvement de population).

A la date du 4 avril 2018



Les noms et les limites utilisés utilisés dans cette carte n'impliquent aucune acceptation ou reconnaissance du Cluster Protection.
 Date de création: 5/4/2018 Source: Monitoring de protection Auteur: Cluster Protection Feedback: Valérie Svobodova, svobodov@unhcr.org Nom du fichier: NER_TAHOUA_FLASH_4_AVRIL_2018
 Pour plus d'information visitez: <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/protection>

1-Mouvements pendulaires des populations entre le Mali et le Niger (réfugiés et retournés)

Les nouveaux arrivés en provenance du Mali au cours du mois de mars, rencontrés à Tilla, donnent comme raison pour ce mouvement les facteurs suivants : le contrôle, l'appropriation, et la répartition des zones de commandement par les différents groupes armés non étatiques opérant dans la partie nord malienne problématique ; l'instauration et la mise en pratique de la « sharia » comprenant plusieurs contraintes, obligations et restrictions applicables à toutes personnes résidants dans les localités sous leur contrôle qui sont entre autres : le port obligatoire de hidjab, la fermeture obligatoire des points de vente à l'heure des prières, le paiement de la dime/ zakat, la justice coranique; la recrudescence des conflits intercommunautaires, la menaces des bandits armés, les attaques, et plusieurs autres violations de droits.

Les localités concernées sont: Etambo, Tamalate, Andaramboukan, Egaday, Azaraphan, Inchina-nan, Intinay, Tahabanat, Illamawan, Anekar, Alata, fankadami, Menaka. Ces populations sont d'ethnies touaregs, peulh, haoussa, parmi lesquels on trouve des maliens et des nigériens.

Les mouvements de départ et d'arrivée du Mali se passent pour la majorité par la localité d'Agando (18 km de frontière malienne) avec une position fixe de militaires et rejoignent Intikane à dos d'âne, ou en véhicule de commerce avec l'appui des parents déjà installés au Niger.

Selon les groupes d'hommes, les maliens qui ont un grand cheptel, du bétail ou autre biens matériels ne se déplacent pas vers le Niger car ils seront confrontés à l'insuffisance de pâturages pour leur troupeau, aux cas de vols par des bandits, et stigmatisation par certaines communautés ethniques.

La CNE a enregistré 197 ménages de 916 personnes nouvellement arrivés à la ZAR d'Intikane du 16/2/2018 au 19/3/2018.

Plusieurs départs vers le Mali ont été observés au cours des derniers mois. Ces mouvements sont pour la plupart pendulaires pour réaliser les activités commerciales, visites familiales et autres. Suite à la mise en place de la nouvelle stratégie de l'assistance basée sur le ciblage à la ZAR d'Intikane qui a exclu certains ménages de l'assistance alimentaire, des candidats au retour volontaire sont en cours d'enregistrement par l'équipe de la CNE à Tahoua (83 ménages de 623 personnes, données février 2018).

2- Mouvement migratoire vers l'Algérie et la Lybie

Ce mouvement de la population concerne l'exode vers l'étranger, une migration plutôt économique notamment vers la Libye et l'Algérie et plus importante chez les populations actives jeunes. Mais avec la crise libyenne, les dispositifs en cours pour la réduction des migrations vers l'Europe, une grande partie de ces jeunes sont revenus dans la commune. En outre leur retour augmente les charges des ménages et menace la quiétude sociale dans la zone (suspicion d'appartenance aux groupes armés non étatiques, ...) et plusieurs départ vers la Lybie seraient observés.

La commune sert aussi de transit pour des nigériens d'autres régions ou autres nationalités en partance pour l'Algérie. Ce mouvement s'effectue à partir de Tillia vers Tassara, ensuite l'Algérie.

L'axe Tillia – Tassara est celle utilisé pour le transit commerciale, le trafic de marchandises et autres trafic clandestins venant de l'Algérie et la Lybie.

Il est ressorti dans les discussions de groupe les trafics de drogue, d'armes à feu, trafic d'êtres humains qui sont utilisé pour plusieurs activités. Les groupes armés du nord Mali ont un rôle à jouer dans cette partie du nord de Tassara en contre partie des dons et écoulement des produits du trafic.

Selon les personnes interviewées, la réduction des activités économiques vers le Mali et l'Algérie et la fermeture des marchés sont des facteurs favorisant ces départs.

Tous ces facteurs réduisent les moyens de subsistance et les activités occupationnelles des jeunes du département et très peu d'opportunités d'activités génératrices de revenus.

3- Mouvements internes saisonniers des minorités ethniques touaregs de race noire

Il a été rapporté des mouvements internes de population et pendant la saison sèche à Tillia, des populations cultivateurs, d'ethnie touareg (tribu Idibidab) de race noir venant des localités autour de Gawaye (Abdoul Kafi). Ces populations sont arrivées en quatre vagues à Tillia de septembre 2017 à février 2018. Selon les responsables des 4 groupes, cette ethnie est majoritairement composée d'agriculteurs, et vivent dans les localités avec accès aux points d'eau permanentes pour réaliser leurs activités.

Déjà marginalisées par d'autres ethnies Touaregs, appelées traitées « d'esclaves » par les touaregs de race blanche, ces populations subissent plusieurs violations de droits l'homme et mauvais traitements de la part d'autres ethnies.

Les autorités de Tillia estiment à plus de 75 ménages cette catégorie de population présente à Tillia.

Lors des interviews avec ces déplacés, ils évoquent pour raisons de déplacement l'insuffisance de la pluviométrie cette année conduisant à une mauvaise récolte, et la présence des bandits armés dans leurs localités (Tagaramgarm, Abdoukafi).

Comme moyens de survie, les femmes et les filles travaillent comme domestique dans les ménages d'autres ethnies de la communauté hôte de Tillia pour nourrir leurs familles et reçoivent entre 2000 et 2000 francs par mois comme salaire. Lors des discussions de groupes elles ont fait part des violences physiques et sexuelles et autres sévices dont certaines sont victimes dans les ménages de la communauté hôte.

Ils n'ont reçu aucun appui du gouvernement et certains surtout les enfants (0-5ans) sont suivis au centre de santé pour malnutrition.

Les hommes font la vente de la paille et du charbon pour subvenir aux besoins de leurs familles et sont victimes des interdictions et agressions de la part des eaux et forêts et des éleveurs et n'ont pas pu bénéficier de la vente des vivres à prix modéré faute de moyens financiers.

Cette minorité ethnique est victime de toutes formes de violations de droits de l'homme, et subissent sans aucun recours car ils sont très pauvres, n'ont pas de bétail et dépendent de la pluviométrie pour réaliser l'agriculture.

4- Localités à suivre à travers le monitoring suite à l'insécurité ou aux opérations militaires

Selon les autorités et les personnes interviewées, aucun mouvement massif de population interne n'a été signalé jusqu'à ce jour, seulement des cas isolés de déplacements spontanés d'éleveurs vivant dans les localités frontalières avec le Mali (Etambow Niger, Amachkalo, et autres hameaux environnants) victimes de vols de bétails qui se déplacent à l'intérieur vers les puits et marres d'eau.

Le fait de la présence d'une position militaire fixe d'Agando avec plusieurs patrouilles sur la frontière renforce la sécurité des populations et les villages et hameaux sont situés pour la plupart à plus de 50 km de la frontière malienne, les populations ne trouvent pas la nécessité actuellement de quitter leur village malgré les détonations d'armes au quotidien, les incursions des bandits armés.

Les autorités se réfèrent à un attachement de ces populations aux zones propices pour leurs bétails et mentionnent aussi les relations conflictuelles intercommunautaires et ethniques qui les empêchent de quitter les zones sécurisés selon eux.

Selon les groupes d'hommes, pour l'instant la pression sur la population est plus forte dans la partie malienne d'où ces nouveaux arrivés du Mali. La particularité du département de Tillia par rapport à la commune d'Inates (plusieurs déplacements interne) est que la majorité des villages et hameaux se situent dans la bande de plus 50 km de la frontière.

Il ressort aussi lors des discussions que les mouvements des groupes armés dans la bande nord du département d'Abala et les opérations militaires en cours pourraient entraîner un repli et des infiltrations des éléments des groupes armés non identifiés vers le département de Tillia et entraîner les mouvements de populations.

Cette partie frontalière la commune d'Abala est la plus touchée actuellement par les incidents de protection et sécuritaires au cours des trois derniers mois.

Selon les autorités administratives et communales du département de Tillia, les villages suivants des départements de Tillia et Tassara devront faire l'objet d'un suivi régulier (*voir carte localités à suivre*).

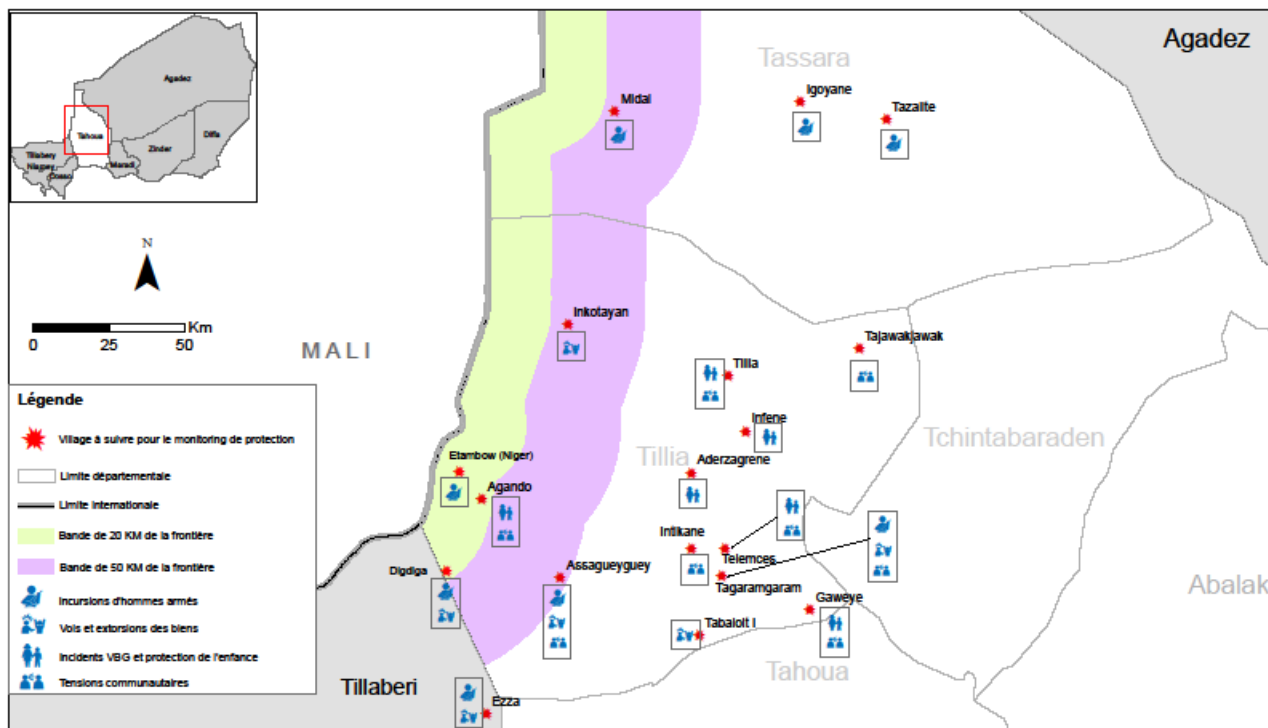
C- Incidents de protection au cours des 3 derniers mois (janvier à mars 2018)

36 allégations d'incidents de protection ont été rapportées lors des différents groupes de discussion dans les localités du département de Tillia et Tassara. (voir carte ci-dessous).

REGION DE TAHOUA: INCIDENTS DE PROTECTION ENREGISTRES DANS LES DEPARTEMENTS DE TILLIA ET TASSARA



Du 1er janvier au 31 mars 2018



Les noms et les lignes utilisés utilisés dans cette carte n'impliquent aucune acceptation ou reconnaissance du Cluster Protection.

Date de création: 5/4/2018 Source: Monitoring de protection Auteur: Cluster Protection Feedback: Valérie Svobodova, svobodov@unhcr.org Nom du fichier: NER_TAHOUA_FLASH_INCIDENT_4_AVRIL_2018 Pour plus d'information visitez: <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/protection>

Ces incidents sont repartis comme suit :

- 12 cas de vols et extorsions de biens par les bandits armés sur les axes vers les marchés hebdomadaires d'Assagaygay et Tadghoun, Tabatolte, Akayass et sur les axes de retour du marché du Mali,
- 5 cas d'incursions d'hommes armés à Assagaygay Intikane, Agando, Tagaramgarm,
- 15 cas de tensions entre les éleveurs autour des points d'eau, inter-ethnique (Touareg Daoussak Touareg et Imazwaghan,) suite aux dénonciations pour des cas de vol de bétail, ou accusation de complicité avec les éléments des groupes armés,
- Trois cas de viols dont deux sur mineurs et un sur une fille de 22 ans (CSI Tillia et Telemces),
- Un cas d'assassinat ciblé à Assagaygay (décembre) entraînant un conflit interethnique entre deux fractions Touaregs.

D- Documentation et liberté de mouvement

Les relations familiales et les liens de mariage existants depuis plusieurs années entre les deux communautés du Mali et du Niger, ce qui rend complexe la détermination de la nationalité exacte de ces populations qui se déclare l'un ou l'autre selon les circonstances et le besoin.

La majorité des populations de cette zone frontalière n'ont pas de documentation civile, ceci suite aux accouchements à domicile qui est culturel selon le groupe des femmes; aux nomadismes des parents, à l'éloignement des centres médicaux et d'état civil; à la négligence du retrait d'acte de naissance.

Ce manque de documentation civile est un obstacle à l'éducation des enfants, à la liberté de circulation à l'accès à certains droits.

Selon les réfugiés rencontrés, la carte de réfugiés délivrés après l'enregistrement biométrique BIMS n'est pas reconnue au niveau des check points par les FDS.

E- VBG

Lors des entretiens avec les femmes et les filles, il est ressorti l'existence des cas de viols et agressions sexuelles, des cas de mariages précoces/ forcés (3 cas de viols dans les trois derniers mois). Les allégations de viols et agressions sexuelles subits par les filles et femmes lors des travaux domestiques, et dans la communauté surtout rapportées dans la communauté Touaregs de race noire. Les auteurs seraient les membres de la communauté et quelques cas concernant les hommes en tenues (zones militarisée).

Lors des discussions avec les femmes, il est ressorti les points suivants : faiblesse des organisations des femmes, l'analphabétisme, l'insuffisance de formation et de sensibilisation sur le VBG, la méconnaissance de leurs droits, la surcharge des travaux domestiques, le faible pouvoir d'achat des femmes, la domination des hommes, les considérations sociales et religieuses.

Les incidents ne sont pas rapportés et les raisons avancées par la population sont entre autres, la peur, les probables stigmatisations de la communauté, la honte à rapporter certains abus tels les viols et agressions sexuelles qui constituent des questions taboues, certains ignorent comment et à qui rapporter les incidents.

Les personnes des CSI de Tillia et Telemces disent n'avoir pas été formés sur les VBG, et la prise en charge clinique des cas de viol et agression sexuelle. VBG à l'exception du major de Telemces, pas de disponibilité des kits PEP au CSI de Tillia et Telemces.

L'ONG Adkoul mène des activités de VBG uniquement dans la ZAR à Intikane où les PEP kit sont disponibles.

La militarisation de la zone est un facteur de risque de VBG pour les adolescentes et femmes, plusieurs cas de grossesses précoces ont été rapportés impliquant les hommes en tenues, les cas d'IST chez les adolescentes.

F- Protection de l'enfance

Les cas de protection de l'enfance identifiés lors de cette visite sont principalement des cas de mariage d'enfant lié aux aspects traditionnels, l'exploitation socio-économique des enfants particulièrement d'ethnie touareg noir, le risque de déscolarisation ou abandon scolaire des enfants ; abus et exploitation des enfants des parents nomades confiés aux marabouts, familles d'accueil, ou chef de tribu lors du départ des parents en transhumance, la question enfants parents, violences sexuelles sur mineur pas dévoilés et gérés de façon traditionnelle particulièrement chez les peulhs et touaregs.

La séparation familiale affecte particulièrement les enfants qui sont privés de l'affection et de la protection de leurs parents partis en transhumance.

G- Cohésion sociale

Lors des discussions de groupe, il ressort que la cohésion sociale est l'une des problématiques de protection les plus importantes dans le département de Tillia.

Les différents types de conflits qu'on rencontre dans la commune rurale de Tillia sont liés à l'accès à l'eau et aux pâturages (entre éleveurs), aux rapports sociaux et aux activités économiques. Ces conflits sont exacerbés par l'existence de plusieurs communautés, la méconnaissance des textes réglementaires sur la gestion des ressources naturelles, la divergence des intérêts, l'affluence d'un important effectif de transhumants de divers horizons.

Les principaux groupes ethniques qui composent cette population sont par ordre d'importance les Touareg 70% (Touaregs Daoussak; Touaregs Imazwaghan ; Touaregs Imghad ; Touaregs Ifoughas ; Touaregs Daoussak igdalen (« noir »); Touaregs Imajighan (« noir » et « blanc »), les Peulh (22%), les Haoussa (6%) et les Arabes (2%).

L'organisation sociale est fortement hiérarchisée au niveau des communautés, les clivages sociaux sont vite ressentis à travers les limitations dans les systèmes d'échanges matrimoniaux où l'endogamie est encore de règle. Les hiérarchies informelles entre les tribus et les relations de dépendance sont bien établies dans le système d'autorité coutumière. Mais on remarque une forte hiérarchisation de la société chez les touaregs et les arabes. Chaque groupe ethnique est composé de sous -groupes, eux-mêmes constitués de plusieurs tribus.

Cette variété de tribu crée un problème de domination, de possession de territoire car les touareg Daoussak sont d'origine malienne, et ont des relations familiales avec le Mali, ce qui crée des conflits car ils sont plus riches et accusent d'autres ethnies de vol (Touaregs Imazwaghan et Touaregs Imghad), créant des tensions communautaires.

Certains problèmes de cohésion sociale sont dus aux questions d'affiliation ou d'appartenance de certaines ethnies avec les groupes armés non identifiés du Mali ; aux cas de règlements de compte à la transposition des conflits intercommunautaires actuellement au Mali par la même ethnie sur le territoire nigérien.

La pauvreté est un facteur favorisant l'exploitation de minorités ethniques, surtout de race « noir » qui subissent le racisme, et ne peuvent pas faire les échanges commerciaux avec l'Algérie.

Le fait d'avoir dans le ménage un domestique « noir » existant dans les communautés touareg du Mali et Mauritanie s'est transporté dans la région de Tahoua.

Ces conflits sont en général gérés par les autorités coutumières et administratives mais en cas de difficultés, les forces de l'ordre et la justice sont sollicités.

Les modes de gestion ou de règlement qui sont utilisés sont : le rapprochement, l'arbitrage, la négociation, la conciliation, la médiation et le jugement.

L'ONG Adkoul a mis en place un projet d'appui à la gestion préventive des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles en zones pastorales et agropastorales dans la commune de Tillia en 2017, par contre en 2018 aucun acteur travaillant sur la cohésion sociale n'est présent dans la zone.

H- L'accès aux services sociaux de base et moyens de subsistance

Accès à l'éducation: Lors de l'entretien avec les enseignants et la DREP à Tillia, ils ont mentionné l'amélioration de la fréquentation scolaire cette année en particulier des filles; l'insuffisance d'enseignants et d'infrastructures scolaires, le retard dans l'approvisionnement des cantines scolaires qui motivent les enfants à venir à l'école.

Les enfants de parents nomades sont confiés aux familles d'accueil lors du départ des parents en transhumance, le directeur départemental de l'enseignement primaire estime à 155 familles d'accueil, avec un total de 2731 élèves pour 19 écoles. Le PAM couvre 10 écoles et la dernière distribution a eu lieu en octobre 2017, et le programme d'appui à l'éducation de base et de qualité couvre le reste des écoles et la dernière distribution a été au mois de janvier.

Il ressort des entretiens que malgré le retard dans l'appui aux cantines scolaire, la fréquentation scolaire reste bonne. Plusieurs actions de sensibilisation communautaire sont faites avec l'implication des mères –éducatrices, néanmoins il est nécessaire d'appuyer les familles d'accueil et d'approvisionner les cantines pour éviter les abandons et les cas de malnutrition.

Dans la localité de Gawaye, plusieurs abandons scolaires ont été rapportés. Ceci est dû au fait que plusieurs enfants de 3 ans à 18 ans travaillent au bord de la marre d'eau permanente en accompagnant les pêcheurs et font le nettoyage des petits poissons pour la vente et ne sont pas scolarisés.

Accès à la santé: Il a été rapporté des difficultés d'accès aux services de santé dû à la distance des village du CSI de Tillia, les considérations culturelles (les accouchements à domicile), l'insuffisance du personnel (un seul agent de santé pour la plupart des cases de santé) et son absence entraîne fermeture du centre; le manque d'équipement à l'hôpital de Tillia (lit, matelas, matériels de soins pour la maternité, pédiatrie, médecine), non-paiement des contractuels.

L'approvisionnement en médicaments est fréquent et les ruptures sont moins observées.

Sécurité alimentaire :

La principale activité des populations de la commune est l'élevage. La production de lait des troupeaux participe dans une large mesure à l'alimentation des populations de la commune. Mais cette production suit la courbe d'évolution de la qualité des fourrages. Pendant la longue période de soudure qui commence en mai (et dure 8 à 9 mois), les petites quantités de lait sont produites, en général par les chèvres et les chameaux qui sont réservées aux enfants, aux femmes enceintes et aux personnes âgées.

On note aussi quelques cultures maraîchères autour des villages Gawèye, Gambane, Tamanala, Telmecès, Akayass, Tillia, Gari Ali, Tabatolt. Mais la production agricole de la commune ne représente qu'une proportion négligeable des besoins en céréales des populations. Cette situation prédispose les habitants de la commune à un déficit céréalier chronique et plusieurs cas de malnutrition sont observés chez les enfants de 0-5 ans, les femmes enceintes, les personnes âgées et autres personnes à besoins spécifiques.

Le gouvernement appui les populations avec la vente des céréales à prix modérés et la quantité allouée au département de Tillia reste très insuffisant pour couvrir les besoins des populations vulnérables.

Accès aux moyens de subsistance:

Le département de Tillia est majoritairement pastorale, mais aussi ils pratiquent les activités de commerce, de transport et dans une moindre mesure l'agriculture avec une pluviométrie insuffisante pour les activités agricoles cette année. Les mesures de l'état d'urgence en cours, l'activisme des groupes armés non étatiques qui commettent des vols / pillages/ extorsions de biens dans certaines localités et sur les trajets empruntés par la communauté pour se rendre aux marchés hebdomadaires et vers le Mali, l'Algérie ; la fermeture de certains marchés hebdomadaires (Intikane, Agando) pour des raisons sécuritaires, le déficit agricole dû à la mauvaise répartition des pluies, la réduction des échanges

<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des projets de VBG en dehors de la ZAR (zone d'accueil des réfugiés) - Renforcer les capacités des personnels des CSI de Tilia et Telemces sur le VBG et la gestion clinique des cas de viol et agression sexuelle - Rendre disponible les kits PEP au Tilia et Telemces - Appuyer les CSI de Tilia et Telemces en kits de dignité 	
<ul style="list-style-type: none"> - Former les accoucheuses traditionnelles car la plupart des accouchements sont faits par elles et à domicile - Renforcer la sensibilisation des femmes sur l'importance de la consultation prénatale et l'accouchement assisté au CSI - Equiper l'hôpital de Tilia en matériels, lits pour les services pédiatrique, médecine, bloc) car seul le bloc maternité est fonctionnel avec très peu de lits - Renforcer les activités de planification familiale dans la zone (sexualité précoce, enfants non désirées, ...) 	Cluster santé
<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la sensibilisation des parents sur l'utilité et l'importance de l'école, et sur la scolarisation des filles - Amélioration la fréquence d'approvisionnement des cantines scolaires car plusieurs retards sont observés (depuis octobre 2017), - Poursuivre la sensibilisation et le suivi des cas d'abandon scolaire et la scolarisation des filles - Sensibiliser le personnel enseignant sur les VBG en milieu scolaire. - Sensibiliser la communauté de Gawaye sur l'importance de la scolarisation et le maintien des enfants à l'école 	Cluster éducation
<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer la minorité ethnique d'agriculteur en semences, en récupération des terres - Prévoir pour ces populations de banques céréalières - Plaidoyer auprès des autorités pour la prise en compte de ces populations très vulnérables dans les distributions gratuites de vivres prévues en période de soudure (mai –juin) 	Cluster SECAL